

---

## CORRIGÉ

---

### ■ Économie

#### Partie 1

**1. En 2012, le taux de croissance économique moyen de la zone euro était voisin de :**

- a. 0%
- b. + 2%
- c. - 3.5 %
- d. Aucune réponse

**2. D'après JM Keynes, le chômage involontaire résulte :**

- a. d'une rigidité à la baisse des taux de salaire réel
- b. d'un écart insuffisant entre le revenu issu du travail et le niveau des minima sociaux
- c. de la dégradation des ressources naturelles qui limite les possibilités de production
- d. Aucune réponse

**3. La théorie du revenu permanent de Milton Friedman :**

- a. suppose que la propension marginale à consommer soit comprise entre 0 et 1
- b. considère que la dépense de consommation dépend d'un revenu moyen annualisé anticipé par le ménage
- c. montre que les ménages les plus modestes souhaitent imiter les dépenses de consommation des classes sociales les plus aisées
- d. Aucune réponse

**4. Instauré par le gouvernement français en janvier 2013, le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi :**

- a. encourage directement l'implantation des entreprises françaises dans les pays émergents
- b. se traduit par une augmentation des taux d'imposition des entreprises qui licencient du personnel
- c. est accessible aux PME et aux grandes entreprises
- d. Aucune réponse

**5. En vertu du principe de la main invisible d'Adam Smith :**

- a. le fonctionnement optimal des marchés suppose une intervention de l'Etat
- b. l'Etat doit adopter des politiques protectionnistes afin d'encourager l'industrialisation du pays
- c. chaque individu, cherchant à satisfaire son propre intérêt, contribue à l'intérêt collectif
- d. Aucune réponse

**6. En France, les entreprises peuvent lever des capitaux via :**

- a. le marché primaire
- b. le marché secondaire (ou Bourse des valeurs)
- c. le marché monétaire interbancaire
- d. Aucune réponse

**7. La réduction des déficits budgétaires :**

- a. est susceptible d'entraîner des effets récessifs à court terme
- b. implique nécessairement une baisse des taux d'imposition
- c. est de nature inflationniste
- d. Aucune réponse

**8. Dans une perspective libérale, l'inflation :**

- a. résulte de la mise en concurrence des travailleurs sur le plan mondial
- b. s'explique par la dérèglementation des marchés financiers
- c. est la conséquence d'une création monétaire excessive
- d. Aucune réponse

**9. La Courbe de Laffer établit une relation entre :**

- a. le taux d'imposition et l'équilibre du commerce extérieur
- b. le taux d'inflation et le taux d'imposition
- c. le taux d'imposition et le montant des recettes fiscales
- d. Aucune réponse

**10. Dans le cadre du Pacte budgétaire européen (officiellement appelé Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance), les pays signataires s'engagent à limiter leur déficit structurel à :**

- a. 0,5% de leur PIB
- b. 3% de leur PIB
- c. 60% de leur dette publique
- d. Aucune réponse

**11. Les principes de rivalité et d'exclusion par les prix sont généralement utilisés pour :**

- a. caractériser un marché en situation d'oligopole
- b. identifier l'existence d'une rente de monopole
- c. opposer les biens publics aux biens privés
- d. Aucune réponse

**12. D'après la théorie des contrats implicites d'Azariadis et Baily :**

- a. le contrat de travail est doublé d'une logique d'assurance
- b. la productivité du salarié dépend du niveau de la rémunération
- c. les salariés cherchent à se prémunir contre des fluctuations trop fortes de leurs salaires
- d. Aucune réponse

**13. L'organisme français Pôle emploi :**

- a. décide du niveau des pensions de retraite en fonction des cotisations récoltées
- b. définit la politique fiscale de la France
- c. est chargé de la surveillance du bon emploi des recettes fiscales de l'Etat français
- d. Aucune réponse

**14. La protection sociale française prend en charge les risques suivants :**

- a. Famille
- b. Fiscalité
- c. Vieillesse
- d. Aucune réponse

**15. D'après l'INSEE, le secteur institutionnel des administrations publiques regroupe :**

- a. les collectivités territoriales
- b. les associations et les mutuelles
- c. l'Etat central
- d. Aucune réponse

**16. Les principales institutions internationales créées au lendemain de la 2<sup>de</sup> Guerre Mondiale sont :**

- a. la Banque Mondiale
- b. l'OMC
- c. l'ONU
- d. Aucune réponse

**17. La connaissance est un bien :**

- a. collectif
- b. privé qui profite exclusivement à l'entreprise qui en est à l'origine
- c. qui est à l'origine d'externalités
- d. Aucune réponse

**18. Les délocalisations d'activités productives :**

- a. sont nécessairement associées à des destructions d'emplois
- b. participent à la Division Internationale des Processus Productifs (B. Lassudrie-Duchêne)
- c. permettent de contourner certaines barrières protectionnistes
- d. Aucune réponse